

TRUMP, LA GUERRE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS



PIERRE GUERLAIN *

A fin d'appréhender le bilan des années Trump en matière de politique étrangère et de guerres, nous allons passer en revue un certain nombre de conflits, armés ou non, qui se sont déroulés durant ces quatre années.

Le 9 décembre 2019, le *Washington Post* a publié un dossier sur l'histoire de la guerre en Afghanistan intitulé « A Secret History of the War ». Ce travail d'investigation de longue haleine révélait, ou confirmait, que, « année après année, les responsables états-unis n'avaient pas dit la vérité au public en ce qui concerne la guerre en Afghanistan ». Ces responsables, tant militaires que politiques, savaient et savent toujours que cette guerre est ingagnable. Un général, Douglas Lute, dit même clairement : « nous n'avions fondamentalement aucune compréhension de l'Afghanistan – nous ne savions pas ce que nous faisons ».

Ces responsables ont souvent présenté des évaluations mensongères au public américain et les sommes allouées à cette guerre dépassent les deux mille milliards de dollars. En termes de vies humaines perdues ou de nombre de blessés, il y a des statistiques concernant les soldats américains, mais le nombre de victimes afghanes n'est pas connu avec précision.

Ce dossier montrait que les trois présidents qui ont eu la responsabilité de cette guerre, George W. Bush qui l'a initiée puis Barack Obama et Donald Trump qui l'ont poursuivie, n'ont pas respecté leurs

* PROFESSEUR DE CIVILISATION AMÉRICAINE, UNIVERSITÉ PARIS X NANTERRE.

promesses et se sont placés dans la même situation de décalage entre la réalité sur le terrain et les déclarations publiques. Les généraux interrogés disent clairement qu'ils organisaient le mensonge pour faire croire, tant aux responsables politiques qu'aux citoyens, que les États-Unis étaient en train de gagner la guerre. Cette situation évoque inmanquablement toutes les autres guerres américaines comme celle du Vietnam. Une citation apocryphe attribuée au sénateur Hiram W Johnson en 1917 est éclairante : « la première victime lorsque survient la guerre c'est la vérité ».

Ce dossier fouillé aurait dû faire l'objet de débats importants, car, avec le climat et l'environnement, le risque de guerre, notamment nucléaire, est l'un des problèmes les plus graves auxquels les États-Unis et le monde doivent faire face. Il n'en a rien été, ce thème n'a pas fait la une des journaux ou des émissions de télévision, très souvent focalisés sur des petites phrases.

De la campagne de 2016 aux réalités

56

Durant la campagne pour l'élection de 2016, Trump avait pris position contre les guerres permanentes ; sa rhétorique visait à obtenir les voix de très nombreux Américains, notamment parmi les anciens combattants qui ne soutenaient pas les interventions militaires américaines, coûteuses en argent public et en vies humaines. Un sondage de l'Institut Pew en juillet 2019 montrait qu'une forte majorité des anciens combattants des guerres d'Irak et d'Afghanistan pensaient que ces guerres ne méritaient pas une intervention¹. En bon démagogue, Trump avait senti l'aspiration des Américains, lassés de ces guerres ingagnables qui, par leur coût exorbitant, empêchaient les investissements sociaux aux États-Unis. Bien évidemment, il ne s'agissait que d'un thème de campagne et, dans le même temps, Trump regrettait que les États-Unis n'aient pas volé le pétrole irakien pour payer la guerre dans ce pays. En 2018, il demanda même au Premier ministre irakien précisément des fournitures en pétrole pour payer la guerre. Il voulait aussi tuer non seulement les terroristes de « l'État islamique », mais aussi leurs familles. Si la rhétorique antiguerre en 2016 pouvait superficiellement évoquer des discours de gauche

¹ <<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/07/10/majorities-of-u-s-veterans-public-say-the-wars-in-iraq-and-afghanistan-were-not-worth-fighting/>>.

sur les interventions militaires, elle était clairement trompeuse, mais efficace auprès d'une partie du public. Après avoir dénoncé l'inutilité de la guerre en Afghanistan durant la campagne de 2016, Trump évoqua, en 2019, la possibilité de rayer ce pays de la carte.

La différence principale entre Trump et ses prédécesseurs ne réside pas dans les décisions politiques, mais dans l'expression brouillonne, chaotique et contradictoire du président. Trump n'a pas mis fin aux guerres sans fin, il les a continuées, parfois sur un mode légèrement différent. Lorsqu'il évoque une réduction des forces états-uniennes en Afghanistan, comme fort récemment en 2020, il est immédiatement accusé de toutes parts, y compris par les Démocrates, de mettre la sécurité des États-Unis en danger. Toute la classe politique et médiatique prend position pour la poursuite de cet échec, alors qu'elle sait que la guerre asymétrique en Afghanistan est ingagnable, meurtrière, coûteuse et dirigée par des généraux et des politiques qui avouent ne rien y comprendre. Il est possible, par ailleurs, que l'accord passé avec les Talibans qui ne laisserait que 5 000 soldats sur place, ait été un argument de campagne, mais cela ne constituait en aucun cas un véritable retrait. Pour décrédibiliser toute initiative de retrait, une théorie conspirationniste a envahi les médias : la Russie accorderait des primes aux Talibans pour tuer les soldats américains. Pourtant le général McKenzie qui commande les troupes sur place n'en a vu aucune preuve².

Sur la guerre, on peut donc observer un schéma récurrent : la population est opposée à ces guerres sans fin, mais les appareils des deux partis politiques ne veulent en rien écouter les souhaits de la population et Trump fait ce qu'il faut bien appeler un numéro de cirque en laissant croire qu'il se différencie des autres dirigeants politiques, mais il finit par faire plus ou moins ce qui est attendu de lui par le complexe militaro-industriel.

Rien d'antimilitariste ou de progressiste chez Trump, mais des zigzags incessants en ce domaine comme dans tous les autres. En 2017, Trump s'était déclaré très fier d'avoir lancé la plus grosse bombe conventionnelle sur l'Afghanistan (MOAB, Mother of All

² <<https://www.nbcnews.com/politics/national-security/u-s-commander-intel-still-hasn-t-established-russia-paid-n1240020>>. Pour faire bonne mesure, la Chine et l'Iran ont eux aussi été accusés du même forfait, comme si les Talibans n'avaient pas l'idée de tuer des soldats américains.

Bombs). Bien évidemment, cette bombe ne fait que prolonger la guerre sans fin que Trump critiquait dans ses discours de campagne et ne change rien quant à son issue. Les autres bombes n'ont cessé de tomber sur l'Afghanistan et si l'on regarde la situation sur le terrain, il faut conclure que malgré ses rodomontades et son style particulier, Trump est un président comme les autres sur l'Afghanistan. Abby Martin, une militante américaine de gauche, a retracé l'histoire de l'intervention américaine dans un documentaire intitulé « Afghanistan War Exposed: An Imperial Conspiracy »³. Le « complot » qu'évoque Abby Martin n'a rien d'une théorie conspirationniste, mais retrace les mensonges des dirigeants dont le complot est celui qui vise à désinformer ou mésinformer le public sur les réalités des « désastres de la guerre », comme le disait le peintre Goya⁴.

Trump a aussi plusieurs fois évoqué un retrait des troupes américaines en Syrie, troupes qui se trouvent dans ce pays sans aucune justification légale. À chaque fois qu'il annonce un retrait le même schéma se met en route : il est accusé de mettre en danger la sécurité des États-Unis, de lâcher les Kurdes et de laisser la Turquie massacrer les populations. Ces accusations ignorent la complexité des interventions américaines et occidentales en Syrie et notamment l'opération appelée « Timber Sycamore », qui fut menée avec l'Arabie Saoudite et la Turquie pour écarter le président Assad du pouvoir. Cette opération fut un facteur dans la création de Daech, l'État islamique, lequel était soutenu en sous main par la Turquie. En avril 2019, lors d'une émission de télévision, le professeur Jeffrey Sachs expliquait fort bien les raisons pour lesquelles la situation catastrophique en Syrie avait été, en grande partie, causée par les États-Unis, et qu'il était, par conséquent juste que Trump cherche à quitter la Syrie⁵.

Cette interprétation sur la responsabilité des États-Unis va à l'encontre de la plupart des analyses médiatiques et politiques

³ <<https://www.youtube.com/watch?v=C3LFbOSPfrE>>. Juin 2020. Les ressources naturelles, dont le lithium comme en Bolivie, et les profits des fabricants d'armes sont des facteurs essentiels qui n'ont pas de lien avec le terrorisme.

⁴ Un colonel de l'armée américaine, Andrew Bacevich, partage ce point de vue et déclare « Yes, it's Time to Come Home ». <<https://tomdispatch.com/a-good-deed-from-the-wicked-witch/>>.

⁵ <<https://www.youtube.com/watch?v=abCkOe5KGxI>>.

qui insistent sur la nature du « régime » effectivement dictatorial d'Assad. Alors qu'Obama avait décidé en 2013 de ne pas intervenir militairement, et de façon officielle en Syrie, une opération secrète et non autorisée par une quelconque représentation démocratique était en cours. Trump a fait mine de se retirer de Syrie, mais il a aussi, en accord avec la France et la Grande-Bretagne, à deux reprises fait bombarder la Syrie suite à des accusations d'utilisation de gaz chimiques dans ce pays. Accusations remises en cause par divers lanceurs d'alerte de la part d'inspecteurs de l'OIAC (Organisation internationale contre les armes chimiques)⁶. Enfin lorsqu'en 2017 les villes de Mossoul et de Raqqa ont été reprises à l'État islamique par une coalition internationale comprenant les États-Unis, le nombre des victimes civiles n'a pas suscité une grande émotion, ni de la part de Trump ni de celles les médias qui lui sont opposés.

Les déclarations et les actions de Trump sont donc là aussi erratiques : il bombarde, mais parle de retrait et il évoque la possibilité de voler du pétrole. Ce président brouillon et velléitaire peut facilement être dupé et il l'est d'ailleurs fréquemment, comme l'indique Bob Woodward dans ses ouvrages, notamment *Peur, Trump à la Maison-Blanche* (2018) et *Rage* (2020). Les mensonges utilisés pour duper le président en ce qui concerne la Syrie sont assez graves puisqu'ils font sortir les forces armées de leur statut de « grande muette ». Ainsi l'envoyé spécial pour la Syrie, Jim Jeffrey, a révélé que les responsables sur place ont fait des « tours de passe-passe pour ne pas révéler à nos dirigeants combien de soldats nous avons là-bas »⁷. Après avoir berné Trump, Jeffrey conseille maintenant Biden.

Ainsi la hiérarchie militaire se vante d'avoir menti au président et d'avoir fait capoter ses décisions politiques. Trump certes met en danger les institutions, mais celles-ci, notamment le complexe militaro-industriel, le mettent au pas. La politique erratique de Trump est applaudie lorsqu'il bombarde et critiquée lorsqu'il parle de retrait des troupes et dans ce cas les responsables s'autorisent l'insubordination.

⁶ <<https://thegrayzone.com/2020/09/29/grayzones-aaron-mate-testifies-at-un-on-opcw-syria-cover-up/>>.

⁷ <<https://www.defenseone.com/threats/2020/11/outgoing-syria-envoy-admits-hiding-us-troop-numbers-praises-trumps-mideast-record/170012/>>.

Un journaliste de CNN, Fared Zakaria, un soutien des Démocrates, trouvait que Trump était devenu présidentiel en 2018 lorsqu'il avait envoyé des missiles en Syrie. Les Démocrates qui affirment être opposés à Trump l'applaudissent pour ses faits de guerre et le vilipendent lorsqu'il fait mine de mettre fin à une intervention américaine. Il n'est donc pas indifférent que l'ambassadeur pour les affaires syriennes, Jeffrey, passe au service des Démocrates. Sur la guerre, les deux partis sont interventionnistes et ne respectent pas les souhaits des citoyens.

Trump et le Moyen-Orient : un alignement renforcé sur Israël

Si nous analysons la relation à Israël, nous voyons que les grandes lignes des politiques sont semblables, même si Trump a déplacé l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, reconnu l'annexion du plateau du Golan et favorisé la reconnaissance diplomatique d'Israël par les États arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Trump est proche de l'Arabie Saoudite et a œuvré pour le rapprochement de ce pays avec Israël et il n'est aucunement intervenu pour que cessent les massacres au Yémen. L'Arabie Saoudite utilise des armes occidentales, surtout américaines, mais aussi françaises, pour effectuer ses massacres au Yémen. Si les Saoudiens achètent des appartements dans sa tour et des armes en grande quantité, alors le discours sur les guerres sans fin disparaît et la préférence personnelle de Trump pour des « deals » (accords ou marchandages) réapparaît. La ligne politique, comme dans tous les domaines, est celle de son profit personnel, de son narcissisme et d'un commerce inégal favorable à son pays. Son hostilité vis-à-vis des musulmans disparaît également ; il n'avait pas inclus les Saoudiens dans son « Muslim ban » de 2017. Trump ne cesse de faire des remarques antisémites, mais se montre le meilleur allié d'Israël, l'Israël de Netanyahu qui, lui aussi, fait des alliances avec des dirigeants antisémites notoires⁸. Le plan dit de paix qu'il a mis au point avec son gendre, Jared Kushner, est une façon d'enterrer les droits des Palestiniens qui n'ont plus de soutiens étatiques dans le monde arabe.

60

⁸ Sylvain Cypel, *L'État d'Israël contre les juifs*, La Découverte, 2020.

Au Moyen-Orient, tous les phénomènes sont liés et la relation entre les États-Unis et l'Iran est la résultante des relations que Washington entretient avec Israël et l'Arabie Saoudite. La plus grande différence entre l'administration Obama et celle de Trump concerne précisément l'Iran. En 2015, après des années de négociations, un accord sur le nucléaire iranien était signé par l'Iran et les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Union européenne. Cet accord représentait un triomphe de la diplomatie et permettait à l'Iran d'envisager le retour à un développement économique. Cet accord marginalisait le clan des durs chez les mollahs et assurait le non-développement d'armes nucléaires par la République islamique. Il montrait que la diplomatie entre pays qui ont des systèmes politiques et des intérêts différents était possible et produisait des résultats bénéfiques pour le monde entier. Sur ce triomphe de la diplomatie, on peut lire l'ouvrage de Trita Parsi, *Losing an Enemy: Obama, Iran, and the Triumph of Diplomacy*. Ce succès diplomatique n'était pas dû uniquement à Obama, mais aussi à la sagesse des autres puissances. Cependant, sans les États-Unis, il n'y aurait pas eu d'accord. En mai 2018, Trump, sous l'influence de John Bolton, un néoconservateur va-t-en-guerre de la période George W Bush, annonçait le retrait des États-Unis de ce traité.

En général, les explications données pour ce retrait insistent, à juste titre, sur l'hostilité non dénuée de racisme de Trump envers Obama, sur l'opposition israélienne à ce traité qui avait conduit Netanyahu à lancer un défi au président américain depuis le Congrès des États-Unis. Noam Chomsky avait alors expliqué que l'opposition israélienne à cet accord n'avait rien à voir avec un danger existentiel pour la survie du pays, mais plutôt avec la domination régionale⁹. Par la suite, Trump se brouilla avec Bolton, mais ne changea pas de ligne vis-à-vis de ce pays. Deux fois en 2020, en coordination avec Israël, Trump a fait assassiner un Iranien, un militaire, Soleimani, le 3 janvier et un scientifique, Fakhrizadeh, en novembre. La technique de l'assassinat ciblé est fréquemment utilisée par Israël, le seul pays doté d'un armement nucléaire dans la région. Avant l'assassinat de janvier, Trump avait menacé d'attaquer 52 sites culturels en Iran.

⁹ <<https://www.youtube.com/watch?v=1aklj-bvmvY>>.

Les excès rhétoriques de Trump lui ont fait pratiquer une nouvelle forme de *brinkmanship* (politique de bord du gouffre), chère à John Foster Dulles. La politique envers l'Iran mise en place sous la férule du secrétaire d'État, Pompeo, est celle de la « pression maximale » : il s'agit, au moyen de sanctions sévères, de détruire les infrastructures économiques, même au prix de famine ou de refus d'exportations de médicaments, y compris lors de la pandémie, afin de faire tomber les gouvernements, espère-t-on à Washington. Ces pressions maximales n'excluent pas provocations et assassinats. Le premier effet de celles-ci est de renforcer le clan des « durs » chez les mollahs et d'empêcher toute approche diplomatique.

Dans l'espace public, ces pressions maximales et ces assassinats sont justifiés par la nature du régime attaqué, non-démocratique, autoritaire, voire totalitaire. Ces justifications sont de la pure propagande, car les États dictatoriaux les plus attentatoires aux droits humains qui sont dans l'orbite des États-Unis, comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte, ne sont jamais exposés à des sanctions.

62

Trump qui se présentait comme le candidat opposé aux guerres sans fin prend donc, avec son entourage, le risque d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient, contre l'Iran qui soutient Assad en Syrie. Il ne respecte pas la démocratie qui est le but affiché des interventions militaires. Ainsi, lorsque le Parlement irakien, suite à l'assassinat de Soleimani, demande aux troupes américaines de quitter l'Irak, les États-Unis n'en font rien. La stratégie des pressions maximales est aussi celle qui est choisie face au Venezuela, toujours au nom du respect des droits humains et de la démocratie. Cette stratégie n'est pas nouvelle, Kissinger disait déjà qu'il fallait « faire hurler l'économie » pour renverser Allende au Chili. On sait que cette stratégie n'exclut pas une intervention militaire, mais, étant donné le désastre de l'intervention américaine en Irak, on peut penser qu'en dépit des pressions israéliennes, les États-Unis continueront à hésiter à lancer une guerre totale contre l'Iran.

Les partisans de Trump, ou parfois même certains militants de gauche, affirment que Trump n'a pas lancé de nouvelle guerre. Sur le plan formel, c'est vrai, la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie et le Yémen connaissaient déjà la guerre avant l'arrivée de Trump au pouvoir. Trump cependant n'a rien fait pour y mettre réellement fin. Sur le plan quantitatif, il est vrai que George W. Bush a causé plus de victimes et lancé plus de guerres et donc que l'on peut dire que Trump s'inscrit dans un moule plutôt qu'il ne

change fondamentalement les règles des interventions militaires¹⁰. L'administration Obama avait une palette d'interventions plus large qui, en Syrie, combinait les soutiens secrets aux djihadistes avec le refus de bombardements directs, comprenait la diplomatie avec l'Iran ou continuait sur la ligne de Bush en Afghanistan.

La rhétorique confuse et incendiaire de Trump a un effet de brouillard qui masque les grandes lignes de continuité sur de nombreux aspects de la politique étrangère, sauf sur l'Iran ou Cuba : Obama avait en effet une pensée stratégique plus diplomatique et rationnelle en ce qui concerne ces deux pays. Si l'on examine les déclarations et actions de Trump vis-à-vis de la Corée du Nord, nous passons d'une menace génocidaire d'infliger « le feu et la fureur » à ce pays dirigé par « *Little Rocket Man* » à une déclaration d'amour envers ce dictateur¹¹. Même cycle fou qu'en ce qui concerne l'Afghanistan. Une focalisation sur les mots produit donc un effet clownesque, fréquent chez Trump, et ses critiques diront qu'il est fasciné par les hommes forts ou les dictateurs. Que Trump, magnat de l'immobilier, aime les hommes à poigne, quelle que soit leur idéologie, est indiscutable, mais cet amour ou cette prédilection produisent-elles des effets importants ? Dans le cas de la Corée, ni la menace génocidaire ni les déclarations d'amour n'ont fait bouger les lignes. Les relations entre États-Unis et Corée du Nord n'ont pas vraiment évolué.

63

« La fabrication de l'ennemi »

Cette expression est tirée du titre d'un livre de Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi* (2011). Depuis la campagne de 2016 durant laquelle Trump avait déclaré qu'avoir de « bonnes relations avec la Russie serait une bonne chose », il a été constamment accusé d'être la marionnette de Poutine qui l'aurait fait élire. Connue sous le nom de *Russiagate*, cette histoire a été décryptée par des journalistes compétents, comme Aaron Maté, et d'anciens agents des services secrets, comme Ray McGovern ou Bill Binney. Lors d'une déposition au Congrès, le

¹⁰ Lire sur le Net : Glenn Greenwald : « No Matter the Liberal Metric Chosen, the Bush/Cheney Administration Was Far Worse Than Trump ». George W. Bush vantait les mérites de la Russie et de Poutine jusqu'en 2002.

¹¹ « He wrote me beautiful letters. And they're great letters. And then we fell in love. »

PDG de la firme Crowdstrike qui était au cœur de l'accusation de hacking du parti démocrate, Shawn Henry, a clairement indiqué que la preuve d'un hacking russe n'existait pas¹². Le procureur Mueller, chargé de l'enquête officielle, n'a pas vu non plus de collusion ou de conspiration entre Trump et la Russie. Le *Russiagate* a servi à délégitimer Sanders durant la campagne des primaires de 2020 ainsi qu'un certain nombre de sites de gauche¹³; il s'est décliné en diverses accusations qui se sont souvent vite écroulées, mais pas avant d'avoir produit leurs effets, comme celle selon laquelle les Russes payaient des primes aux Talibans pour qu'ils tuent des soldats américains¹⁴.

64

Si l'on examine la relation entre les États-Unis et la Russie, on s'aperçoit qu'elle n'a jamais été aussi mauvaise que depuis la fin de la guerre froide. Trump, ou plutôt son administration, car on ne sait pas toujours qui décide quoi, a vendu des armes dites létales à l'Ukraine, ce qu'Obama avait refusé de faire, il a développé la coopération militaire avec la Pologne, un pays fortement antirusse, il a bombardé la Syrie alliée de la Russie, y compris des mercenaires russes qui s'y trouvaient et il a organisé le pillage du pétrole de ce pays, il a également fomenté une tentative de coup d'État au Venezuela, un autre allié de la Russie, il s'est retiré des traités de limitation des armements nucléaires, dits FNI (Forces nucléaires intermédiaires), a mis fin au Traité *Open Skies*, il a ordonné des sanctions envers la Russie de nombreuses fois, notamment après l'affaire Skripal en Grande-Bretagne. Enfin il tente de faire annuler le gazoduc Nordstream 2 qui devait permettre de livrer du gaz russe en Europe occidentale. Parmi toutes ces mesures, la décision la plus significative est celle du retrait des traités sur les armes nucléaires. Ce qui ressort de ce catalogue des mesures hostiles vis-à-vis de la Russie est que Trump, indépendamment de sa rhétorique vacillante tantôt laudative, tantôt guerrière, suit les recommandations du complexe militaro-industriel auquel il ne fait que mine de s'opposer.

¹² Document du Congrès américain consultable à cette adresse : <<https://intelligence.house.gov/uploadedfiles/sh21.pdf>>.

¹³ Lire Pierre Guerlain, « Russiagate ou comment casser la gauche », *Recherches internationales*, août 2018.

¹⁴ <<https://www.nbcnews.com/politics/national-security/u-s-commander-intel-still-hasn-t-established-russia-paid-n1240020>>.

TRUMP, LA GUERRE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

Après avoir déclaré que l'OTAN était « obsolète », ce qui pour certains penseurs tel Richard Sakwa¹⁵ est avéré puisque l'adversaire soviétique a disparu, Trump n'a rien fait qui puisse véritablement changer les rapports de force au sein de cette organisation, dont le président français déclare qu'elle est en état de « mort cérébrale ». Trump, comme Obama, a simplement exigé que les pays alliés des États-Unis allouent 2 % de leur PIB à la défense. Cette alliance reste dominée par les États-Unis et tous les membres achètent du matériel militaire américain, ce qui renforce les secteurs de la défense au détriment des programmes sociaux. Contrairement à l'ONU, l'OTAN refuse de se joindre au TIAN, Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

La Russie, bien évidemment, n'est pas un modèle de démocratie, elle espionne les autres, dans la mesure de ses capacités, qui sont très inférieures à celles des États-Unis, et viole certains droits humains, comme toutes les autres puissances, y compris les États-Unis. Il faut se départir du modèle médiatique dominant pour se souvenir que les relations internationales ne sont pas un concours de morale, que les États-Unis seraient du reste bien en peine de gagner. La stratégie américaine vis-à-vis de la Russie est aussi celle d'une pression maximale à partir des États qui faisaient partie de l'URSS avec pressions économiques, militaires et diplomatiques et cyberattaques¹⁶. La guerre hybride qui est souvent dénoncée lorsqu'elle part ou est supposée partir de Russie est une spécialité des États-Unis ou d'Israël, deux États qui ont fait la preuve de leur efficacité sur ce plan. La Russie, qui fut l'ennemi historique des États-Unis du temps de l'URSS, l'est facilement redevenue, mais cela a eu lieu longtemps après l'arrivée de Poutine au pouvoir. En 2011, l'intervention occidentale en Libye, qui a rapidement dépassé le cadre fixé par la résolution de l'ONU, a précipité les oppositions. La fabrication d'un ennemi est une aubaine pour le complexe militaro-industriel.

La Chine est l'autre puissance considérée comme un « concurrent stratégique » qui menace les États-Unis dans le

¹⁵ « L'OTAN existe pour gérer les risques créés par son existence ».

¹⁶ <<https://www.defenseone.com/policy/2020/09/fbi-feeding-intel-dod-offensive-cyber-ops-director-tells-congress/168796/>>.

document officiel de la *National Security Strategy* de 2018¹⁷. Il s'agit pour les États-Unis de tenter de contrer la montée en puissance de ce pays. La logique pour la contrer est clairement énoncée dans le document de 2018 : « Il est de plus en plus évident que la Chine et la Russie veulent façonner un monde conforme à leur modèle autoritaire – en obtenant un droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et de sécurité des autres nations. » Dans un discours de juillet 2019, ironiquement tenu dans la bibliothèque Nixon, du nom du président américain qui avait provoqué le rapprochement avec la Chine au début des années 1970, le secrétaire d'État Mike Pompeo déclara que les politiques occidentales d'engagement avec la Chine étaient une erreur qu'il fallait corriger. Par ailleurs, la puissance économique de la Chine est sans commune mesure avec celle de la Russie et déjà sur certains plans la Chine a dépassé les États-Unis.

66

C'est donc au nom de la démocratie et de la lutte contre les États autoritaires que la nouvelle posture oppositionnelle vis-à-vis de la Chine est justifiée¹⁸. Alors que ce pays violait des droits humains auparavant et que les États-Unis soutiennent des régimes dictatoriaux, comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte, on peut affirmer que ce n'est pas le sort des Ouïgours ou la défense de la démocratie à Hong Kong qui sont au cœur de la politique américaine. La défense des Ouïgours ou de la démocratie sont des buts tout à fait respectables et la critique de la Chine par ses dissidents, comme Ai Weiwei, ou des organisations comme *Amnesty International*, qui défendent aussi ces droits humains partout dans le monde et, par exemple soutiennent Julian Assange, ne sont que des prétextes dans une lutte interétatique dans un contexte de déclin relatif des États-Unis et de montée en puissance de la Chine. Le journaliste australien John Pilger a réalisé un film intitulé *The Coming War on China* pour évoquer les possibles dérives militaires qui n'ont pas grand-chose à voir avec les Ouïgours ou Hong Kong, mais tout avec une lutte pour l'hégémonie.

¹⁷ <<https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>>.

¹⁸ On peut trouver les arguments du département d'État concernant la Chine dans le document intitulé : « The Elements of the China Challenge », Policy Planning Staff, Office of the Secretary of State.

Il n'est pas justifié de parler de « nouvelle guerre froide » entre Chine et États-Unis, car la Chine ne veut pas exporter une idéologie, mais elle est un concurrent commercial important qui, par sa politique dite de nouvelle route de la soie (BRI, selon les initiales en anglais) et ses alliances commerciales, menace l'hégémonie américaine. En novembre 2020, quinze pays d'Asie et du Pacifique ont signé un accord de libre échange avec la Chine. Le libre échange est la doctrine officielle des pays occidentaux néolibéraux et favorables à l'hypermondialisation marchande. Aujourd'hui la Chine, indéniablement autoritaire, joue le même jeu que les Occidentaux dont le système économique de la « mondialisation malheureuse », pour reprendre une expression de Thomas Guénolé, est l'une des sources de la puissance chinoise. L'URSS n'a jamais représenté une telle menace pour les États-Unis et son économie n'était pas reliée à celle des pays occidentaux. La Russie actuelle est faible, tant face aux États-Unis qu'à la Chine.

Les risques d'un dérapage suite à un incident peuvent conduire à la guerre entre la Chine et les États-Unis. Michael Klare, un professeur de relations internationales, évoque même la possibilité d'un nouvel incident du type golfe du Tonkin, le nom de la prétendue attaque vietnamienne qui, en 1964, servit de justification pour lancer la guerre du Vietnam¹⁹. Les États-Unis ont de nombreuses bases militaires en Asie, des porte-avions et une présence militaire forte à laquelle la Chine se prépare à répondre.

Trump a oscillé dans ses déclarations, tantôt admiratives de Xi Jinping, tantôt très hostiles. La pandémie du Covi-19 n'a fait que renforcer ces vagues hésitations, puis le discours sinophobe du président instable et admirateur des hommes forts, mais qui s'en remet toujours à son complexe militaro-industriel. Avec l'élection de 2020, Trump a dépeint son adversaire en marionnette de Pékin (« Beijing Biden ») et il rejoue la partition du *Russiagate*, mais cette fois inversée en visant la Chine. Biden adopte lui aussi un ton plus dur avec la Chine et la Russie. Ces deux dirigeants, en dépit des oppositions de façade, suivent les recommandations de leurs conseillers, des généraux et des sources de pouvoir de l'État de sécurité nationale qui tous préconisent une confrontation avec la Chine.

¹⁹ « À New Tonkin Gulf Incident in the Making? », *The Nation*, 7 juillet 2020.

Un grand nombre d'analystes et de journalistes dits libéraux considèrent que Trump a brisé le système international fondé sur le respect de normes et de règles et qu'il a affaibli les États-Unis. Si l'on considère uniquement ses déclarations inconsidérées et ses déclarations d'amour ou de haine pour tel dictateur ou tel dirigeant, on ne peut qu'abonder dans ce sens. Le retrait des Accords de Paris sur le climat ou de celui sur l'Accord sur le nucléaire iranien vont dans le même sens. La présidence Trump est bien celle du chaos et des incohérences dont la seule ligne directrice semble être une quête incessante de reconnaissance narcissique. À ce titre, Trump a occupé les médias, qui le détestent et qu'il dit détester, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le discours trumpien ne permet pas cependant de comprendre les faits et les événements, il s'agit d'un numéro de cirque ou de télé-réalité pour s'assurer une publicité continue.

68

Il peut sembler étrange que les critiques de Trump accordent tant d'importance à ses paroles d'amuseur public sans chercher à comprendre les constantes contradictions. S'il dit aimer Kim Jong-un, Poutine ou Xi Jinping, puis qu'il les déteste, ce n'est pas dans sa folie discursive que l'on peut trouver la vérité. À de nombreuses occasions, il a montré son niveau d'ignorance, mais loin d'en faire un président véritablement tout-puissant, cela en a fait un personnage facile à manipuler. Les manipulations sont, en temps normal, des pressions exercées par ce que Michael Glennon appelle le « double gouvernement »²⁰, c'est-à-dire l'ensemble des responsables non élus du complexe militaro-industriel qui influence les présidents. Trump a dénoncé ce double gouvernement et ce qu'il appelait le « marigot », mais ses dénonciations, tout comme ses politiques étaient peu réfléchies, velléitaires, inefficaces. Congédier un général ou un responsable politique qu'il ne trouvait pas à son goût a pu satisfaire le narcissisme du président, mais n'indiquait pas nécessairement un changement de ligne politique.

Les Démocrates se sont mis à faire l'éloge de George W. Bush, qui est devenu un ami personnel de la famille Obama, mais celui-ci a eu une influence délétère sur le monde tant par ses interventions en Afghanistan qu'en Irak. On sait que George W. Bush, comme nombre de ses prédécesseurs et son successeur immédiat, s'est

²⁰ *National Security and Double Government*, Oxford UP, 2015.

affranchi du respect des règles et des normes. L'invasion de l'Irak, tout comme les assassinats ciblés par drones, n'était pas légale. Pour les présidents américains, comme pour tous les hommes, ou plus rarement femmes, de pouvoir, la maxime qui s'applique est celle de Bismarck : « la force prime le droit ».

Il est fréquent à gauche de dire que Trump est le symptôme d'une maladie américaine et que son élection surprise en 2016 était en grande partie le résultat de politiques néolibérales dévastatrices. En termes de relations internationales, l'ignorance et l'arrogance du président américain sortant ne font aucun doute ; il a néanmoins continué la plupart des grandes lignes de la politique de ses prédécesseurs, sauf celles sur le climat et l'Iran, deux domaines importants. Il n'a pas mis l'OTAN en danger, il a présidé à la plus importante dégradation des relations avec la Russie, il a imposé des sanctions alimentaires et médicales à l'Iran et au Venezuela, lancé une guerre commerciale avec la Chine, puis a opéré des manœuvres d'intimidation envers ce pays. Des approches que le « double gouvernement » ou le complexe militaro-industriel ne pouvaient qu'approuver. En politique intérieure, il a obtenu des cadeaux fiscaux pour les plus riches et il a augmenté les crédits militaires, en général votés par une majorité de Démocrates qui se disent pourtant opposés à ses politiques. Ploutocratie et impérialiste, comme ses prédécesseurs, Trump a suscité une opposition très forte, mais, pour le dire dans les termes de Sheldon Wolin, « inauthentique », car elle ne s'attachait qu'à la forme. Le 31 décembre 2020, 81 sénateurs contre 13 ont voté pour un projet de loi allouant 740 milliards de dollars à la défense et ont, dans le même temps, refusé d'accorder une aide de 2 000 dollars à ceux qui sont victimes du Covid et ne bénéficient ni du chômage partiel ni d'une assurance maladie.

Le journaliste d'investigation Glenn Greenwald, qui avait noté les convergences entre néoconservateurs et Démocrates, a récemment commenté un document publié par *WikiLeaks* en 2010 qui montrait que la CIA comptait sur la très grande popularité d'Obama en Europe, notamment en France et en Allemagne, pour vendre la guerre américaine en Afghanistan²¹. En termes de

²¹ « À Long-Forgotten CIA Document From WikiLeaks Sheds Critical Light on Today's U.S. Politics and Wars », < <https://greenwald.substack.com/p/a-long-forgotten-cia-document-from>>.

marketing, Obama était « bon pour la marque » alors que Trump est lui « mauvais pour la marque ». Ce dernier est trop vulgaire, braillard et imprévisible. À gauche, on pourra dire « bon pour l'empire » au lieu de « bon pour la marque ». La classe politique américaine peut facilement vendre la (non-)utilité de l'OTAN alors que Trump semblait s'attaquer à cette organisation, ce qui n'est pas de la bonne publicité, mais il n'avait aucune intention de changer quoi que ce soit. Il fait le *buzz* autour de sa personne, puis laisse le complexe militaro-industriel faire ce qu'il entend. L'appel à l'insurrection lancé par Trump le 6 janvier 2021, qui a conduit une partie de ses partisans à envahir le Capitole, est un signe de la folie narcissique du président. Folie qui n'a pas été suivie par l'armée, la police ni même les dirigeants républicains.

Avec l'arrivée de Biden et de sa vice-présidente, Kamala Harris, plus jeune et plus douée elle aussi pour les relations publiques, on peut s'attendre à beaucoup de changements de forme et à quelques différences importantes, notamment sur le climat, mais pas nécessairement à de grands bouleversements. Biden a déjà indiqué qu'il souhaitait être plus dur avec la Russie qu'il menace de cyberattaques et avec la Chine, en accord avec le document de sécurité nationale de 2018. Il souhaite une alliance occidentale pour contrer la Chine sur le plan économique et commercial et l'on peut donc s'attendre à des pressions sur l'Europe. Biden est en phase avec les milieux du renseignement et les secteurs de la défense et de la finance. Il y aura moins d'éclats médiatiques que durant la présidence Trump, agent immobilier peu doué pour la diplomatie, qui voulait faire des « deals » avec des dirigeants, mais qui fut constamment berné par les forces de l'État de sécurité nationale.

En 1953, quelques mois après son arrivée au pouvoir, le général Eisenhower, républicain, a prononcé un discours connu sous le nom de « Une chance pour la paix ». Il y déclarait : « Chaque fusil qui est fabriqué, chaque navire de guerre qui est lancé, chaque roquette qui est tirée signifie, au bout du compte, que l'on vole ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, ceux qui ont froid et ne sont pas habillés. Ce monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense la sueur de ses travailleurs, le génie de ses scientifiques, les espoirs de ses enfants. » Eisenhower n'a pas été un président totalement pacifique, mais ses paroles ici permettent de mesurer la dérive guerrière qui caractérise les deux partis qui se succèdent au pouvoir actuellement.

Résumé

Cet article passe en revue les décisions du président Trump ou de son administration en matière de politique étrangère. Que ce soit sur l'Afghanistan, la Syrie, ou la relation avec Israël, Trump a surtout continué des politiques proches de celles de ses prédécesseurs. Sur l'Iran ou le climat, il a par contre pris des décisions qui s'éloignent de celles, plus rationnelles, de l'administration Obama. La cohérence de ces politiques n'est pas à chercher dans les déclarations incendiaires et confuses du président, mais dans les réalités sur le terrain. La Russie et la Chine sont clairement désignées comme des ennemis systémiques. Contrairement à ce qui est généralement dit dans les médias dominants, Trump s'est le plus souvent aligné sur les désirs du complexe militaro-industriel, même si sa rhétorique dictée par son narcissisme a pu être en soi une source de chaos.